

Avant la conférence de Paris (COP21) : Six ans après Copenhague : l'aterrante inertie du G7 s'apparente à un crime climatique

dimanche 14 juin 2015, par [Attac France](#) (Date de rédaction antérieure : 8 juin 2015).

Bunkérisés dans un luxueux château à Garmisch-Partenkirchen, les dirigeants des pays du G7 sont invités à prendre des engagements en matière de lutte contre les dérèglements climatiques, à moins de six mois de la conférence sur le climat de Paris (COP21). Mais le G8 avait déjà pris exactement ces mêmes engagements pour 2050 il y a six ans. Pire encore, les politiques menées chaque jour vont exactement en sens inverse. Il faut mettre à l'ordre du jour la création d'un tribunal international des peuples afin de les rendre justiciables de ces actes qui s'apparentent fortement à des crimes climatiques.

La chancelière allemande Angela Merkel a invité samedi 6 juin 2015 les dirigeants du G7 à s'engager en faveur d'un plafonnement à 2°C de la hausse des températures moyennes mondiales par rapport à l'ère pré-industrielle. Quant à Laurent Fabius, il les invite à adopter l'objectif fixé par le GIEC, à savoir une réduction de 40 à 70 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) entre 2010 et 2050, et à revoir à la hausse leurs objectifs de financement.

Loin d'être des avancées, ces annonces indiquent un immobilisme inacceptable : les pays du G7 (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada), qui sont responsables de plus de 50 % des émissions mondiales depuis la révolution industrielle, se contentent donc de renouveler des engagements qu'ils ont déjà pris il y a six ans, lors du G8 de l'Aquila en Italie, quelques mois avant la conférence de Copenhague !

En 2009 déjà, le G8 s'était engagé à ne pas dépasser les 2°C de réchauffement climatique et à atteindre une réduction d'au moins 50 % des émissions mondiales d'ici à 2050, rejoignant ainsi pour la première fois les recommandations des scientifiques. Les pays riches s'engageaient même à réduire d'au moins 80 % leurs propres émissions d'ici 2050.

Six ans plus tard, les pays du G7 n'ont rien entrepris qui permette de respecter ces objectifs. Bien au contraire, les politiques qu'ils mettent en œuvre, visant à retrouver le chemin de la croissance économique et à maintenir des modèles de vie insoutenables, conduisent à l'accroissement des émissions mondiales de GES. A l'heure des choix et au-delà des discours, les pays membres du G7 privilégient toujours la libéralisation du commerce et de l'investissement (TAFTA, CETA, OMC, Tisa etc) et le soutien aux énergies fossiles, au détriment de politiques audacieuses et résolues de sobriété et d'efficacité énergétiques. Ils se refusent également à doter le Fonds vert pour le climat de ressources suffisantes.

Les conséquences des dérèglements climatiques actuels (typhons, sécheresses, inondations, fonte des glaces etc), dont les pays du G7 sont largement responsables, font déjà des milliers et des milliers de morts et dévastent des territoires entiers. Plutôt que de dépenser 200 millions d'euros pour se réunir dans un château surprotégé, il serait temps de créer un tribunal international pour juger les crimes climatiques. Nul doute que l'inaction irresponsable des dirigeants du G7 leur vaudrait une comparution immédiate.

